

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

(2<sup>me</sup> Circonscription)

# Centre National des Indépendants et Paysans

CANDIDAT

# Jacques FOURCADE

Remplaçant éventuel  
**Pierre PERUS**

*Électrices, Électeurs,*

Les élections législatives étant, avant tout, politiques, il faut, avant tout, les situer sur le plan politique.

Or, n'en déplaise à CERTAINS, il y a quelque chose de changé dans la République.

En effet, depuis les dernières élections, la France a connu une révolution.

Une révolution pacifique. Mais, quand même, une révolution.

Le Référendum l'a consacrée massivement. Il a donné à la V<sup>e</sup> République sa légalité et sa Constitution.

Aux électeurs, maintenant de rester fidèles à leur vote du 28 septembre, en envoyant siéger à l'Assemblée Nationale des hommes qui se sont, comme eux, prononcés sans équivoque, pour le OUI.

Je suis au premier rang de ceux-là.

J'avais pris parti depuis longtemps. Jamais, au surplus, situation n'aura été plus claire.

Plus de quatre cinquièmes d'entre vous ont voté OUI.

Or, de ce OUI, j'ai été, dans le département, le partisan le plus déterminé, le plus officiel, le plus affiché.

Ceux qui refusent de se déjuger voteront donc pour moi.

Ils se souviendront, en outre, que, depuis près de huit ans, je n'ai jamais dévié de ma ligne politique, ni trahi mes engagements ;

— que j'ai toujours voté selon les seules prescriptions de ma conscience ;

CONTRE tous les abandons qui diminuaient la France et les démagogies qui la ruinaient ;

POUR DE GAULLE, hier suprême chance, aujourd'hui certitude de salut.

Je ne changerai pas.

J'aiderai de tout mon pouvoir aux grandes tâches de l'avenir.

Elles sont lourdes.

Mais elles s'accompliront, grâce aux institutions, dans la sécurité et la continuité ; dans la confiance et la réussite, grâce au chef.

Déjà l'horizon s'est éclairci. La position internationale de notre pays est redressée ; son prestige restauré, sinon agrandi. Sa voix a retrouvé accent et audience.

Le dénouement du drame algérien se dessine.

L'organisation des Communautés d'Outre-Mer se précise.

La France est redevenue la France.

Mais on ne dure qu'en rajeunissant. En rajeunissant l'âme, les structures, les méthodes, l'idéal.

Or, la France étant démographiquement un pays de jeunes, il faut qu'elle adapte sa politique à l'expansion de sa jeunesse, à ses aspirations, à ses nécessités, à son avenir.

Le mot d'ordre de demain ? Rajeunir. Rajeunir la politique internationale par la reprise de l'initiative diplomatique mondiale qui est dans la tradition de la France.

Rajeunir la politique sociale par le rajustement de la condition humaine aux impératifs de sa dignité. Citons notamment :

— l'indexation de la rémunération du travail sur les incidences de l'économie et de la monnaie ;

— l'amélioration des avantages sociaux du monde ouvrier ;

— l'extension de ceux-ci au monde paysan ;

— l'assurance et allocation-chômage.

Rajeunir l'économie par une politique d'expansion, de plein emploi, d'élévation du niveau de vie ;

— l'accroissement des exportations industrielles et agricoles ;

— la suppression des importations abusives ;

— l'association, par l'aide financière, des petites entreprises à l'expansion générale ;

— le desserrement de la pression fiscale ;



- la remise en ordre des finances publiques ;
- l'équilibre de la balance commerciale ;
- la stabilisation de prix et la stabilité de la monnaie ;
- la réouverture du crédit.

Quant à l'Agriculture, le plus urgent devoir de la V<sup>e</sup> République sera de la promouvoir au premier rang des grandes industries nationales, avec tout ce que cela implique de considérations, de concours, de protections.

N'est-il pas, notamment, inadmissible que l'état actuel des prix agricoles ne permette pas à l'Agriculture de faire face seule à ses charges sociales ?

N'est-il pas également inconcevable que l'Agriculture n'ait pas, comme les autres branches de l'activité économique, la possibilité d'inclure ses charges sociales dans ses prix de revient ?

Sans doute, n'y a-t-il pas de salaire du Paysan.

Qu'il y ait, du moins, une rentabilité de l'Agriculture !

Pour cela, il faut l'équiper, « l'installer » en vue d'un travail fécond ;

- la soutenir par la garantie de ses débouchés ;
- la dédommager équitablement des calamités agricoles, à la réparation desquelles la législation présente ne pourvoit que de façon incertaine et toujours insuffisante ;
- activer les travaux d'électrification, d'adduction d'eau et de réfection des chemins ruraux.

Le Régime nouveau devra également instituer une politique de la Famille et de la Jeunesse.

La défense des droits et de la dignité de l'individu comporte celle de la famille et du foyer, où se forme la jeunesse.

Pas de foyer équilibré sans logement convenable et sain.

Pas de jeunesse heureuse sans possibilités d'épanouissement intellectuel et moral par un enseignement technique complémentaire de celui de la famille ; physique, par la généralisation de sports à l'équipement perfectionné et à la pratique rationnelle.

Un mot, enfin, de l'urbanisme dont le développement doit être accéléré ; de l'essor touristique et hôtelier indispensables à l'épanouissement de notre région ; de la modernisation de l'habitat rural, seul capable de freiner, avec la rentabilité assurée de l'agriculture, le navrant exode des campagnes.

Je vous dois, en conclusion, de nettes et brèves déclarations.

Mon remplaçant éventuel, mon ami le Docteur Pierre PERUS, les fait entièrement siennes.

Je réaffirme ici mon indéfectible fidélité aux principes de toute ma vie.

Je suis un républicain, ennemi de toute aventure.  
— un libéral, ennemi de tout sectarisme.

Je continuerai donc à défendre sans relâche :

- la liberté, toutes les libertés : de croire, de penser, d'enseigner, de parler, d'écrire ;
- le libéralisme, contre les ingérences excessives de l'Etat dans le domaine économique et ses prétentions exorbitantes dans le domaine fiscal.

Même l'impôt doit connaître sa mesure.

Ceci est vrai pour le commerçant, l'artisan, l'industriel, accablés non seulement de charges, mais parfois de contraintes et de vexations.

Ceci est vrai pour le paysan, honoré dans les discours, méconnu dans les textes et dans les faits.

Cela ne saurait durer.

**ELECTRICES, ELECTEURS,**

Dans cette circonscription, entre toutes symbolique par les valeurs spirituelles et humaines qui la dominent, par les intérêts sociaux, économiques, agricoles qui s'y rencontrent et par les impératifs d'action qu'ils imposent,

- défendre toutes ces valeurs,
- sauvegarder tous ces intérêts sera le haut devoir de votre élu,

Pensant en être digne JE VOUS DEMANDE DE ME LE CONFIER.

VU LE CANDIDAT : **Jacques FOURCADE,**

*Propriétaire-Eleveur,*

*Membre du Comité Consultatif Constitutionnel,*

*Président de la Haute Cour de Justice,*

*Député des Hautes-Pyrénées.*

investi par le Centre National des Indépendants  
et Paysans.

Vu le remplaçant éventuel : **Pierre PERUS,**

*Docteur en Médecine,*

*Conseiller Municipal d'Argelès-Gazost,*

*Conseiller Général d'Argelès-Gazost*

soutenu par l'Union  
pour la Nouvelle République (U.N.R.)